

**Lancement de la plateforme nationale
« Femme et développement durable »**

Discours de Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI
Mahajanga, Madagascar, 27 mars 2013

Monsieur le Ministre de l'Agriculture,

Madame la Ministre du Commerce,

Monsieur le Chef de région,

Mesdames, Messieurs, les représentants des
organisations internationales et du corps diplomatique,

Mesdames, Messieurs, les Officiers permanents de
liaison de la Commission de l'océan Indien,

Madame la Présidente de la plateforme régionale
Entreprendre au féminin océan Indien,

Monsieur le Président de l'Union des chambres de
commerce et d'industrie de l'océan Indien,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

Je crois qu'on peut dire que la COI a de la suite dans les idées. Après nos travaux sur la sécurité alimentaire, nous lançons la plateforme «femme, développement durable et sécurité alimentaire».

En octobre dernier, la Commission de l'océan Indien a organisé ici, à Madagascar, le premier forum sur l'entrepreneuriat féminin dans l'océan Indien. Le thème retenu déjà pour ce rendez-vous annuel était la sécurité alimentaire. Nous voulons rester focalisés sur ce qui a été considéré comme prioritaire dans le plan d'action de la COI.

Et ce n'est pas par hasard que nous avons souhaité que le lancement de cette plateforme se tienne dans le sillage de notre conférence : car, nous le savons, la contribution des femmes est déterminante dans le changement des mentalités et des pratiques qu'implique une démarche durable.

Il s'agit de raison et de sensibilité. Les femmes sont, on le sait, plus sensibles aux enjeux environnementaux, aux enjeux sociaux, aux enjeux humains. Elles sont plus soucieuses de l'avenir, de celui de leur famille et de leur communauté.

Il s'agit de raison aussi. Si la COI mise sur le potentiel malgache pour en faire le grenier de l'Indianocéanie, c'est parce que, nous l'avons dit et répété, la Grande Ile concentre 95% des terres arables et 99% de la population régionale. Le réservoir de terres et de main d'œuvre de l'Indianocéanie est ici. Et cette main d'œuvre agricole, paysanne et productive est majoritairement féminine. En effet, 84% de la population active féminine de Madagascar travaille dans l'agriculture. Les femmes malgaches représentent plus de la moitié de la main d'œuvre agricole, soit 52%. Le développement d'une agriculture durable, productive, variée, et de qualité, ne peut pas être pensé sans s'assurer de la pleine participation des femmes.

La contribution des femmes à la sécurité alimentaire, d'abord dans le cercle de la communauté, puis dans le cercle plus large du marché de l'alimentation, ne reçoit mondialement que depuis récemment l'attention qu'elle mérite. De nombreuses études, notamment de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture –FAO, ont montré que les femmes plus que les hommes ont des difficultés à accéder au crédit, et donc pour l'accès à la terre, aux intrants, aux semences de qualité, aux technologies.

Ces difficultés nourrissent des inégalités sociales, économiques et politiques. Ces obstacles sont contre-productifs. Ces obstacles nous privent de la contribution significative des femmes et de leur force mobilisatrice pour relever le défi de notre sécurité et souveraineté alimentaire.

Pourtant, selon la FAO, si on garantissait aux femmes le même accès que les hommes aux ressources agricoles, la productivité de leurs exploitations augmenterait de 20% à 30%. Imaginez un instant si nous le faisons à Madagascar, où 46% des petites exploitations sont dirigées par des femmes. Imaginez ce potentiel enfin libéré.

C'est la raison pour laquelle j'invite Mme la Présidente de la plateforme nationale « femmes, développement durable et sécurité alimentaire » nouvellement constituée à travailler sur un projet précis et concret. Nous n'avons pas besoin d'études, d'expertise, pour nous dire ce qu'il convient de faire. Les études ont été faites. L'expertise est ici, vous l'avez. Je vous invite donc, Madame la Présidente avec les membres de votre plateforme, à identifier une ou deux exploitations, de taille moyenne, et pour lancer un projet pilote d'amélioration de la production agricole en apportant

un appui technique et financier. Ainsi, je pense qu'en une année, on peut faire la démonstration de ce que les femmes peuvent faire si elles ont l'appui nécessaires au développement de leur activité. La COI souhaite en prendre la mesure, pour ensuite dupliquer cette expérience si elle est productive.

Nous serons votre soutien et je vous invite à nous proposer un projet concret, basée sur l'expertise locale, en profitant de votre plateforme.

Nous passons aujourd'hui à la COI a une nouvelle génération de projets. Nous voulons des partenaires qui travaillent à la résolution des problèmes identifiés dans les études et expertises, même à une échelle modeste. Ce seraient des exemples concrets, des résultats sur lesquels on peut communiquer et surtout dont on peut s'inspirer pour dupliquer l'expérience.

Voilà le bonheur que je vous souhaite et j'espère que nous pourrons voir ensemble les résultats que la plateforme aura obtenu sur un ou deux projets pilote.

Je vous remercie.